

FAQ INTÉGRATION

1. Qu'est-ce que l'intégration ?

L'« intégration » est une notion générique que l'on rencontre essentiellement dans le contexte de la migration et le domaine du handicap, et qui se réfère à la question de l'insertion des individus. Elle est employée ici en lien avec l'éducation et la formation, mais elle dépasse largement ce seul domaine, puisqu'elle soulève la question de la place accordée aux personnes différentes dans la société. On parle donc non seulement d'intégration scolaire, mais également d'intégration sociale, professionnelle, etc.

2. Quelles différences y a-t-il entre l'intégration et l'inclusion ?

Les notions d'intégration et d'inclusion peuvent être comprises de diverses manières – selon les définitions et les pratiques en vigueur dans les différents pays. Le terme « inclusion » figure dans les textes originaux français et anglais de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, tandis que la version allemande officielle emploie le terme « Integration ».

En Suisse, ces deux notions sont généralement comprises de la manière suivante :

Intégration

L'intégration désigne l'insertion d'individus dans des systèmes créés pour la collectivité (comme une école, p.ex.) ; elle s'oppose à l'approche séparative, qui consiste à mettre en place des structures spéciales pour certaines personnes uniquement. L'intégration doit s'entendre comme un processus, et non comme un état.

Inclusion

Le plus souvent, on entend par « inclusion » une vision vers laquelle la société doit évoluer. L'égalité des chances et le respect de la différence y trouvent leur place, la diversité y est la norme. L'inclusion scolaire est réalisée lorsque tous les élèves suivent une scolarisation ordinaire à plein temps à proximité de leur lieu de domicile. L'école doit s'adapter aux enfants et aux jeunes. L'inclusion scolaire ne laisse pas de place aux écoles spécialisées, et la sélection est contraire à l'inclusion.

Application en Suisse

Pour les questions d'interprétation, la Suisse renvoie à l'art. 24 de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (CDPH). Ainsi, l'art. 8, al. 2, l'art. 19 et l'art. 62, al. 3, de la Constitution fédérale (Cst.) sont interprétés de la manière suivante, en application de l'article de la CDPH précité : 1) une scolarisation intégrative est ordonnée lorsqu'elle constitue la forme la plus appropriée pour tenir compte des besoins particuliers de l'élève en situation de handicap, et 2) l'individu a le droit de bénéficier, dans le cadre de la scolarisation intégrative, des mesures qui sont prévues dans la Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés) ainsi que dans les bases légales cantonales en matière de pédagogie spécialisée.

Par conséquent, les solutions intégratives doivent être préférées aux solutions séparatives, ceci dans le respect du bien-être et des possibilités de développement de l'enfant ou du jeune concerné et en tenant compte de l'environnement et de l'organisation scolaires.

La Suisse considère que les exigences de la convention sont ainsi remplies dans le domaine de l'éducation et de la formation. Il convient de noter que, selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, il n'y a pas de différence, dans
CS/PS/SZH | Maison des cantons – Speichergasse 6 – case postale – 3001 Berne – Tél. +41 31 320 16 60 | csps@csps.ch 1

la pratique, entre la scolarisation intégrative et la scolarisation inclusive. L'arrêt 2C_590/2014 du Tribunal fédéral part ainsi du principe que l'art. 24 de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées ne confère pas de droit supplémentaire pour un écolier en situation de handicap, et donc présentant des besoins spécifiques.

Le graphique ci-dessous illustre différentes formes de scolarisation :

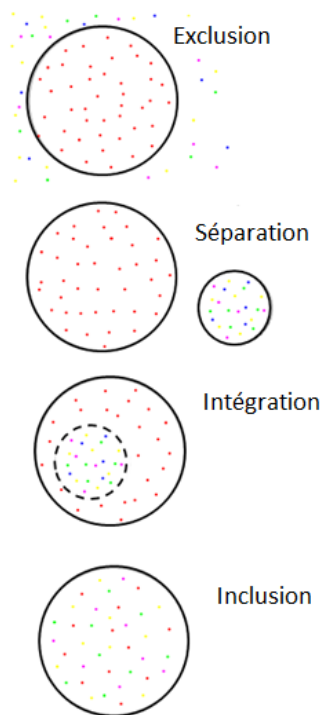


Image : différentes formes de scolarisation

3. Qu'est-ce que l'intégration scolaire ?

Cette notion signifie que les élèves ayant des besoins éducatifs particuliers, notamment ceux qui connaissent une situation de handicap, suivent une scolarisation ordinaire, plutôt que de fréquenter une école spécialisée.

L'« intégration scolaire » désigne la scolarisation, à temps plein ou à temps partiel, d'enfants et de jeunes ayant des besoins éducatifs particuliers dans une classe de l'école ordinaire, que ce soit :

- avec l'aide de mesures générales de pédagogie spécialisée non renforcées, proposées dans le cadre scolaire, ou
- avec l'aide de mesures renforcées, attribuées sur la base de la procédure d'évaluation standardisée (PES) ou d'une procédure équivalente permettant de déterminer les besoins individuels de l'élève.

Dans chaque cas, la décision est prise au terme d'une réflexion qui prend en compte la nature du trouble ou handicap et son degré de gravité, le degré de capacité à réaliser les objectifs du plan d'études, le bien-être de l'enfant ou du jeune de même que les spécificités de l'école. La scolarisation peut se faire dans des écoles spécialisées ou les classes spéciales ou ordinaires des écoles ordinaires (cf. question 16).

4. Pourquoi l'intégration ?

La question de l'intégration scolaire des enfants et des jeunes en situation de handicap relève de l'éthique et des valeurs. Elle est liée à la volonté d'offrir à tous les enfants et tous les jeunes, quelles que soient leurs particularités, des possibilités de développement adéquates et de bonnes chances d'intégration sociale, dans le respect mutuel et la reconnaissance des différences.

L'intégration scolaire des enfants et des jeunes en situation de handicap est inscrite dans la législation.

Au niveau international

- Depuis l'entrée en vigueur de la **Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant** (CDE) en 1989, les droits des personnes en situation de handicap âgées de moins de 18 ans sont reconnus et ancrés juridiquement. Le premier principe est celui de la non-discrimination (art. 2 CDE). L'art. 23 de cette même convention énonce différentes mesures devant permettre la participation active à la vie de la collectivité pour chaque enfant et chaque jeune en situation de handicap. La CDE est entrée en vigueur pour la Suisse le 26 mars 1997.
- La Conférence mondiale sur l'éducation et les besoins éducatifs spéciaux a adopté en 1994 la **Déclaration de Salamanque**, jetant ainsi les premières bases de l'intégration scolaire. En ratifiant cette déclaration (parallèlement à 91 autres pays), la Suisse a clairement montré son intention d'orienter sa politique en matière d'éducation et de formation vers l'intégration scolaire des enfants à besoins spécifiques.
- La **Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées** (CDPH), adoptée par l'ONU en 2006, établit elle aussi l'obligation pour les Etats Parties de faire de l'intégration une priorité, tout en garantissant que chaque enfant et chaque jeune puisse bénéficier des mesures pédagogiques spéciales dont il a besoin. La CDPH de l'ONU est entrée en vigueur pour la Suisse le 15 mai 2014.

Au niveau suisse

- La **Constitution fédérale** garantit le droit à un enseignement de base suffisant et gratuit (art. 19) et interdit toute discrimination liée à une déficience corporelle, mentale ou psychique (art. 8, al. 2).
- La **Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées** (Loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand) pose le principe selon lequel les cantons doivent veiller à ce que les enfants et les jeunes bénéficient d'un enseignement de base adapté à leurs besoins spécifiques. La loi exige en outre des cantons qu'ils encouragent l'intégration des enfants et des jeunes en situation de handicap dans l'école ordinaire par des formes de scolarisation adéquates, pour autant que cela soit possible (art. 20, al. 1 et 2).
- L'**Accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée** (Concordat sur la pédagogie spécialisée) institue un cadre national autour des principales mesures du domaine de la pédagogie spécialisée (définition des ayants droit et de l'offre de base), que les cantons concordataires s'engagent à respecter dans leur concept cantonal. L'accord précise notamment que les solutions intégratives doivent être préférées aux solutions séparatives pour les enfants et les jeunes à besoins éducatifs particuliers, notamment ceux qui connaissent une situation de handicap (art. 1, let. b). Les solutions intégratives sont choisies lorsqu'elles servent le bien de l'enfant ou du jeune et qu'elles peuvent être raisonnablement appliquées dans le cadre d'une organisation scolaire existante (art. 2, let. b). Les cantons organisent librement le domaine de la pédagogie spécialisée, en tenant compte des dispositions du droit supérieur. Il leur revient par exemple de décider dans quelle mesure et sous quelle forme ils proposent des classes spéciales et des classes à effectif réduit.

5. Est-ce que tous les élèves peuvent être intégrés ?

Non, il continuera d'y avoir des écoles spécialisées. Cependant, les cantons encouragent l'intégration des enfants et des jeunes en situation de handicap dans l'école ordinaire par des formes de scolarisation adéquates, pour autant que cela soit possible et serve le bien des enfants ou des jeunes concernés (art. 20, al. 2, LHand). Concernant la jurisprudence du Tribunal fédéral, voir les explications à la question 2.

L'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée précise que les solutions intégratives doivent être préférées aux solutions séparatives, dans le respect du bien-être et des possibilités de développement de l'enfant ou du jeune concerné, et en tenant compte de l'environnement et de l'organisation scolaire (art. 2, let. b). La décision quant à la forme de scolarisation d'un enfant ou d'un jeune en situation de handicap est toujours prise au cas par cas, au moyen d'une procédure standardisée. Si l'intégration devait auparavant être justifiée, aujourd'hui c'est la décision d'opter pour une école spécialisée qui doit l'être.

6. Quelles formes d'intégration scolaire existe-t-il ?

Entre la scolarisation en école spécialisée et l'intégration d'enfants et de jeunes à besoins éducatifs particuliers, notamment en situation de handicap, il existe diverses formes de scolarisation possibles :

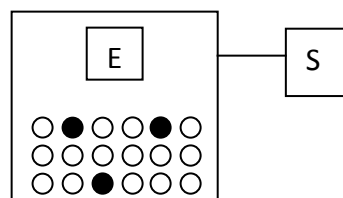
- on utilise le terme d'intégration partielle lorsque la personne est scolarisée dans deux contextes différents, comme dans le cas d'un élève qui se rendrait deux jours par semaine à l'école de son quartier et les trois autres jours dans une école spécialisée ;
- une intégration totale implique la fréquentation à temps complet d'une structure ordinaire, avec le soutien de mesures de pédagogie spécialisée.

Dans le cas d'une intégration scolaire, l'élève peut bénéficier de mesures de soutien attribuées collectivement ou de manière individuelle. L'enseignement est généralement organisé selon les modèles suivants (cf. Riedweg, 2008).

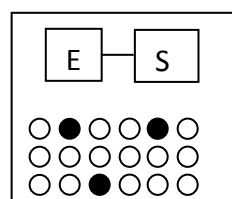
Légende des images ci-contre :

- élèves au bénéfice de mesures de pédagogie spécialisée
- élèves ne bénéficiant d'aucune mesure de pédagogie spécialisée

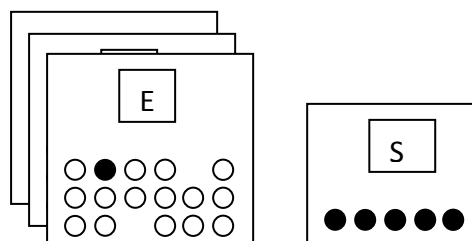
L'enseignant-e régulier-ère (E) travaille seul-e avec la classe. Quant à l'enseignant-e spécialisé-e (S), elle ou il participe à la mise en place du soutien intégratif et contribue à l'aménagement des formes d'enseignement. En cas de difficulté, l'enseignant-e régulier-ère peut faire appel à l'enseignant-e spécialisé-e.



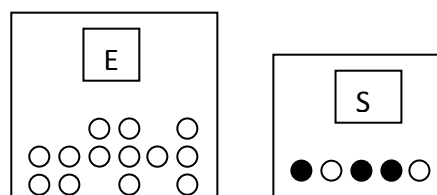
L'enseignant-e régulier-ère et l'enseignant-e spécialisé-e enseignent en commun. Différentes formes de teamteaching (co-enseignement) sont possibles.



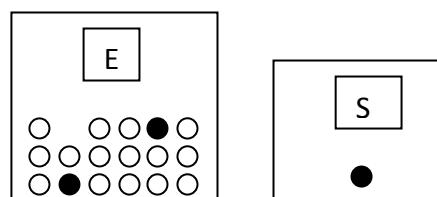
Dans un local séparé, l'enseignant-e spécialisé-e enseigne ponctuellement à un groupe d'enfants à besoins particuliers issus de plusieurs classes.



Dans un local séparé, l'enseignant-e spécialisé-e enseigne ponctuellement à un groupe d'enfants mixte.



Dans un local séparé, l'enseignant-e spécialisé-e enseigne ponctuellement à un enfant à besoins particuliers (enseignement individuel / coaching d'apprentissage).



7. Que se passe-t-il dans les pays voisins ?

Le mouvement vers l'école inclusive ou intégrative est une préoccupation mondiale. L'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) avait posé l'objectif de l'éducation pour tous (EPT) d'ici à 2015. Cet objectif a partiellement pu être atteint. Tous les pays cherchent des solutions à l'intégration des élèves qui étaient auparavant scolarisés dans des structures spécialisées.

L'enseignement commun des enfants et des jeunes ayant des besoins éducatifs particuliers, notamment ceux qui connaissent une situation de handicap, fait partie des principaux sujets traités par l'Agence européenne pour l'éducation adaptée et inclusive. Cette agence, qui compte une trentaine de pays européens membres, publie sur son site Internet des informations sur l'intégration scolaire dans différents pays.

8. Quels sont les effets de l'intégration ?

Nombre d'études se sont attachées à analyser les effets de l'intégration. De manière générale, elles ont montré que l'intégration scolaire obtient des résultats légèrement meilleurs que les solutions séparatives. Des études du monde entier ont mis en évidence les avantages et inconvénients suivants :

Effets sur les élèves intégrés

Effets positifs

- Autant ou plus de progrès dans les apprentissages scolaires que leurs pairs fréquentant une école spécialisée
- Moins de déracinement social (scolarisation à proximité du domicile)
- Meilleure évolution des compétences sociales en raison de la diversification et de la densification des relations
- Moins de stigmatisation
- Stimulation plus grande
- Dédramatisation du handicap ou de la déficience intellectuelle

Effets négatifs

- Moins bonne acceptation sociale des élèves présentant des difficultés d'apprentissage, des troubles du comportement ou une déficience intellectuelle (mais pas des élèves en situation de handicap physique ou sensoriel)
- Moins bonne image de soi des élèves intégrés (perception de l'enfant quant à ses propres capacités scolaires par comparaison avec les autres élèves)
- Difficultés liées aux changements de personnes de référence (plusieurs enseignant-e-s pour une même classe)

Effets sur les autres élèves de la classe

Effets positifs

- Apprentissage et développement non entravés voire meilleurs
- Apprentissage de la différence, de la tolérance, de la sollicitude, de la compassion et de l'aide
- Dépassement des peurs et stéréotypes, développement de nouvelles valeurs, d'attitudes plus positives vis-à-vis des personnes en situation de handicap et d'une tolérance accrue face aux différences
- Les interactions avec des pairs différents augmentent la confiance en soi et l'estime de soi des élèves sans difficultés.

Effets négatifs

- Globalement, aucun désavantage majeur n'est mis en évidence pour les autres élèves de la classe. Certaines études mentionnent cependant une diminution du temps à la disposition de l'enseignant-e pour des interventions individuelles auprès des autres élèves de la classe.

9. Quels sont les facteurs de succès pour l'intégration scolaire ?

La réussite de l'intégration scolaire des élèves ayant des besoins éducatifs particuliers, y compris de ceux qui connaissent une situation de handicap, relève d'une multitude de facteurs différents, qui font de chaque situation d'intégration une situation unique.

Parmi ces facteurs, relevons les suivants, qui ont été identifiés à partir des expériences faites dans la pratique :

- **Effectifs des classes et ressources supplémentaires à disposition**
Un effectif adéquat et des ressources supplémentaires facilitent l'intégration scolaire (enseignant-e de soutien, enseignant-e spécialisé-e, assistance).
- **Formation initiale des enseignant-e-s ordinaires**
La prise en charge d'enfants à besoins particuliers est facilitée par une bonne préparation de base des enseignant-e-s ordinaires, dans le cadre de leur formation, à la gestion de groupes hétérogènes et à la différenciation. Cette dernière est considérée comme faisant partie des instruments pédagogiques centraux.
- **Attitudes des enseignant-e-s**
Des attitudes positives envers la pratique d'intégration scolaire influencent favorablement le déroulement de l'intégration. Ces attitudes dépendent notamment de l'information et du soutien que les enseignant-e-s reçoivent, mais aussi de leur expérience (ceux qui ont vécu des situations d'intégration y sont généralement plus favorables).
- **Attitudes de l'enfant/du jeune et de son entourage**
Une attitude positive par rapport à l'intégration de la part de l'enfant/du jeune et de son entourage facilite l'intégration.
- **Mode d'organisation du travail**
L'organisation du travail ainsi que son potentiel de différenciation des situations et des actions pédagogiques revêtent une grande importance. La différenciation devrait être mise au centre de la pratique pédagogique, pas uniquement en tant que méthode, mais aussi en tant que forme d'organisation du travail. Par différenciation, on entend le fait d'adapter les moyens et modalités de travail en fonction de la situation de l'élève, et pour certains élèves seulement, le fait d'adapter les objectifs à atteindre.
- **Collaboration entre professionnel-le-s ainsi qu'avec les personnes de référence**
Une intégration réussie dépend de la collaboration non seulement entre les différent-e-s professionnel-le-s impliqué-e-s, mais aussi entre ces professionnel-le-s et les personnes de référence de l'enfant/du jeune.
- **Caractéristiques personnelles de l'enfant/du jeune et de son entourage**
La personnalité de l'enfant, la nature de son handicap, les relations entre la famille et l'école, le niveau socio-économique de la famille et d'autres facteurs influencent la manière dont va se dérouler une intégration scolaire.

L'organisation faîtière suisse des enseignant-e-s Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer Schweiz (LCH) a publié une prise de position en faveur de l'intégration pour tous ainsi qu'un catalogue exposant les conditions requises pour la soutenir tandis que le Syndicat des enseignants romand a adopté des thèses intitulées « intégration scolaire des élèves ayant des besoins particuliers », précisant l'orientation qu'il soutient et revendique en matière d'intégration.

10. S'agissant de l'intégration scolaire des enfants et des jeunes en situation de handicap, y a-t-il une différence entre les élèves atteints de déficiences intellectuelle, physique ou sensorielle ?

Le type de déficience de l'élève intégré a un effet sur la manière dont l'intégration scolaire va être réalisée et vécue. Parmi les aspects pertinents, on peut notamment relever les suivants :

- Un-e élève atteint-e de déficience intellectuelle intégré-e en classe ordinaire bénéficiera généralement d'un **plan d'études adapté**. On parle dans la plupart des cantons d'un programme éducatif individualisé (PEI). Celui-ci consiste en un plan écrit, basé sur l'inventaire des forces et besoins de la personne, mentionnant les objectifs, les moyens, les stratégies, les délais et faisant l'objet d'une évaluation continue.

- Un-e élève atteint-e d'une déficience physique ou sensorielle, en revanche, suivra généralement le même programme que ses camarades, mais en bénéficiant des aménagements nécessaires pour combler les désavantages induits par sa déficience. L'élève est en droit de bénéficier de **mesures de compensation des désavantages**, telles que moyens auxiliaires, assistance personnelle, ou adaptation des supports d'apprentissage et d'examen.

11. Y a-t-il des différences entre les régions linguistiques en matière d'intégration scolaire ?

Il existe des différences entre tous les cantons. Il n'est donc pas possible d'établir de généralités en fonction des régions linguistiques.

12. Comment est organisé le domaine de la pédagogie spécialisée dans les différents cantons ?

Chaque canton gère la scolarisation des enfants et des jeunes ayant des besoins particuliers, notamment ceux qui connaissent une situation de handicap, d'une manière qui lui est propre. Ces élèves sont scolarisés soit dans des écoles spécialisées, soit dans des écoles ordinaires.

Suite à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), l'entière responsabilité de la pédagogie spécialisée a été transmise aux cantons. Ces derniers ont reçu pour tâche de développer un concept de pédagogie spécialisée dans lequel

- est définie l'organisation des mesures de pédagogie spécialisée pour les 0-20 ans (p.ex. si des classes spéciales ou à effectif réduit sont proposées, et si oui sous quelle forme),
- est incluse une prescription de la Loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand), selon laquelle les cantons doivent encourager l'intégration des enfants et des jeunes en situation de handicap dans l'école ordinaire par des formes de scolarisation adéquates, pour autant que cela soit possible et serve le bien des enfants ou des jeunes concernés.

Sur le site Internet du CSPS sont publiés des liens permettant d'accéder aux concepts cantonaux en matière de pédagogie spécialisée.

Les cantons ayant adhéré au Concordat sur la pédagogie spécialisée s'engagent à utiliser les instruments communs développés à cet effet (terminologie, standards de qualité, procédure d'évaluation standardisée).

13. Qu'entend-on par « mesures de pédagogie spécialisée » ?

Les mesures de pédagogie spécialisée consistent en une prise en charge par des professionnel-le-s de la pédagogie spécialisée (au bénéfice d'un diplôme reconnu par la CDIP ou la Confédération). Elles sont dispensées dans le cadre des écoles ordinaires, des classes spéciales et des écoles spécialisées, et s'adressent à tous les enfants et jeunes qui ont des besoins spécifiques.

L'offre de base en pédagogie spécialisée comprend

- le conseil et le soutien, l'éducation précoce spécialisée, la logopédie et la psychomotricité (réalisés par des praticien-ne-s des professions péda-go-thérapeutiques),
- des mesures de pédagogie spécialisée dans une école ordinaire ou une école spécialisée (réalisées par des enseignant-e-s spécialisé-e-s ou des praticien-ne-s des professions péda-go-thérapeutiques), ainsi que
- la prise en charge en structures de jour ou à caractère résidentiel dans une institution de pédagogie spécialisée (assurée par des éducateurs et éducatrices spécialisé-e-s et sociaux).

14. Quelle est la différence entre des mesures de pédagogie spécialisée renforcées et non renforcées ?

Les mesures renforcées sont prises sur la base de la procédure d'évaluation standardisée (PES) ou d'une évaluation équivalente. Elles se caractérisent par certains ou par l'ensemble des critères suivants :

- une longue durée
- une intensité soutenue (fréquence)
- un niveau élevé de spécialisation des intervenant-e-s
- des conséquences marquantes sur la vie quotidienne, l'environnement social ou le parcours de vie de l'enfant ou du jeune

Les mesures non renforcées sont généralement prises suite à un entretien de bilan scolaire, une table ronde ou une procédure similaire. Elles se caractérisent par certains ou l'ensemble des critères suivants :

- une durée limitée (p.ex. moins d'une année)
- une intensité peu soutenue (p.ex. une heure par semaine)
- un niveau standard de spécialisation des intervenant-e-s (qui n'ont p.ex. pas nécessairement obtenu de diplôme reconnu par la CDIP dans le domaine de la pédagogie spécialisée ou des professions péda-go-thérapeutiques)
- des conséquences moins marquantes sur la vie quotidienne, l'environnement social ou le parcours de vie (p.ex. scolarisation à proximité du domicile, pas de restrictions dans le choix de la profession, etc.)

La limite entre mesures renforcées et non renforcées est déterminée par certains seuils, qui sont définis différemment par chaque canton dans leur concept de pédagogie spécialisée (p.ex. durée de prise en charge ou quantité d'heures à partir desquelles une mesure est considérée comme renforcée).

15. Qu'entend-on par « handicap » ?

La définition du handicap a évolué au fil de l'histoire.

- **Modèle médical/individuel du handicap (19^e siècle)**
Le modèle médical/individuel considère le handicap comme un problème de l'individu, directement causé par une maladie, un traumatisme ou un autre problème de santé, et requérant des mesures individualisées (soins et moyens techniques) permettant de rétablir ou de compenser autant que possible les fonctions biologiques déficientes de la personne concernée.
- **Modèle social du handicap (années '70)**
Le modèle social considère à l'inverse que le handicap n'est pas un problème de la personne, mais de l'environnement social dans lequel elle évolue. Il considère le handicap comme le résultat de l'inadéquation de la société aux spécificités de ses membres. Le handicap renvoie alors à tout ce qui impose des restrictions aux personnes concernées, qu'il s'agisse de préjugés individuels, de discriminations institutionnelles, de bâtiments publics ou moyens de transport inaccessibles, d'une éducation ségrégative, d'organisations du travail génératrices d'exclusion, etc. Selon ce modèle, il incombe à la société d'évoluer pour que les personnes atteintes dans leur santé ne soient plus handicapées ou, plus exactement, pour qu'elles puissent disposer des mêmes droits et possibilités que toutes les autres personnes.
- **Modèles interactifs ou bio-psychosociaux du handicap (actuels)**
Ces modèles tels que la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et le Processus de production du handicap (PPH) se sont développés en réaction aux visions traditionnelles partielles que peuvent offrir les deux premières approches. Les modèles actuels tentent de tenir compte des aspects tant individuels qu'environnementaux dans leur manière de définir le handicap.
Le modèle du handicap développé par la CIF est basé sur les interactions complexes qui existent entre les fonctions corporelles et la capacité d'exercer des activités ou de participer à différents domaines de la vie. La terminologie de la CDIP se réfère à la définition de la CIF.

Dans les textes de loi, le handicap est notamment défini de la manière suivante :

- **Définition du handicap selon la Loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand)**
La LHand considère une personne comme étant en situation de handicap lorsqu'une « déficience corporelle, mentale ou psychique présumée durable l'empêche d'accomplir les actes de la vie quotidienne, d'entretenir des contacts sociaux, de se mouvoir, de suivre une formation ou une formation

continue ou d'exercer une activité professionnelle, ou la gêne dans l'accomplissement de ces activités » (art. 2, al. 1, LHand).

- **Définition du handicap selon la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH)**
Pour l'ONU, les personnes en situation de handicap sont des « personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres » (art. 1 CDPH).

16. Qu'est-ce qu'une école spécialisée ? Et une classe spéciale ?

Ecoles spécialisées

Les écoles spécialisées sont des établissements scolaires de la scolarité obligatoire, spécialisés dans certaines formes de handicap ou des difficultés spécifiques liées à l'apprentissage et au comportement. Les écoles spécialisées accueillent exclusivement des enfants et des jeunes qui bénéficient d'un droit à des mesures renforcées prises sur la base de la procédure d'évaluation standardisée pour la détermination des besoins individuels (PES) ou d'une procédure équivalente. Ces écoles doivent faire l'objet d'une reconnaissance formelle par l'autorité cantonale et peuvent être combinées avec une offre de prise en charge à caractère résidentiel ou de prise en charge en structures de jour.

Classes spéciales

Les classes spéciales accueillent des élèves dont le développement est menacé ou qui ne sont pas en mesure de suivre leur scolarité dans une classe ordinaire en raison de leurs difficultés (p.ex. troubles du comportement ou difficultés d'apprentissage). Les classes spéciales font partie de l'école ordinaire et sont plus petites afin de fournir des conditions d'apprentissage appropriées aux besoins des élèves concernés. L'orientation des élèves vers les classes spéciales se fait le plus souvent sur la base d'une évaluation individuelle.

Le nombre et le type de classes spéciales varient selon les cantons, ce qui rend la comparaison entre cantons difficile, mais on trouve généralement les classes spéciales suivantes :

- classe de développement : dans laquelle le programme est fortement individualisé
- classe à effectif réduit : dans laquelle le programme ordinaire est suivi mais en petit effectif ou composée de peu d'élèves, mais dont un certain nombre connaissent des difficultés
- classe d'observation : qui regroupe généralement des élèves rencontrant des difficultés dans l'apprentissage au sein d'une école ordinaire. Le but est de permettre aux élèves de la classe d'observation de passer un certain nombre de leçons dans les classes ordinaires
- classe d'introduction : consiste en une année scolaire intercalée entre l'école enfantine et l'école primaire (dépend des cantons). Ne constitue pas une offre de pédagogie spécialisée
- classe pour élèves de langue maternelle étrangère (allophones) : destinée à préparer les enfants et les jeunes de langue étrangère nouvellement arrivés pendant un temps limité (de quelques mois à une année). Ne constitue pas une offre de pédagogie spécialisée

17. Les classes spéciales et les écoles spécialisées vont-elles disparaître ?

Les écoles spécialisées ne vont pas disparaître. Quant aux classes spéciales, chaque canton peut décider s'il en propose ou non.

Selon l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée, l'intégration des élèves en situation de handicap doit être préférée à la fréquentation d'une école spécialisée. L'intégration n'est toutefois choisie que dans la mesure où elle est adaptée aux besoins de l'enfant ou du jeune et à sa situation individuelle (art. 2, let. b).

Les élèves pour lesquels une intégration dans une classe ordinaire n'est pas souhaitable continuent d'avoir la possibilité de fréquenter une école spécialisée ou, selon les cantons, une classe spéciale adaptée à leurs besoins.

Les cantons décident dans quelle mesure ils proposent des classes spéciales ou à effectif réduit. Le canton du Tessin a p.ex. choisi, il y a plusieurs dizaines d'années, de renoncer aux classes spéciales.

18. Le Concordat sur la pédagogie spécialisée est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Quelles sont les implications pour les cantons qui y ont adhéré ?

A partir du 1^{er} janvier 2011, les cantons concordataires doivent utiliser les instruments communs définis par la CDIP : la terminologie, les standards de qualité et la procédure d'évaluation standardisée (PES).

Qu'il ait ou non adhéré au concordat, chaque canton est tenu de :

- développer un concept de pédagogie spécialisée et
- inclure dans ce concept une prescription de la Loi sur l'égalité des handicapés (LHand) selon laquelle les cantons doivent encourager l'intégration des enfants et des jeunes en situation de handicap dans l'école ordinaire par des formes de scolarisation adéquates, pour autant que cela soit possible (art. 20, al. 1 et 2).

19. Une adhésion au concordat signifie-t-elle que les mêmes formes d'organisation se retrouveront dans tous les cantons participants ?

Non, les cantons sont libres d'aménager et d'étendre leur offre dans le respect des dispositions internationales et nationales applicables.

20. Combien d'élèves bénéficient-ils de mesures renforcées en Suisse aujourd'hui ?

Il n'existe pas, à l'heure actuelle, de statistiques nationales. Durant l'année scolaire 2014-2015, un nouveau modèle a été employé pour la saisie des données, et ce modèle livre davantage d'informations sur le domaine de la pédagogie spécialisée. Pour la première fois, le nombre d'élèves soutenus par des mesures renforcées a été relevé à l'échelle suisse, mais les résultats de cette enquête pilote ne seront pas publiés.

Liste de références

CDIP. Accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée du 25 octobre 2007. Internet : www.edudoc.ch/static/web/arbeiten/sonderpaed/konkordat_f.pdf [consulté le 10.01.2017]

CDIP. HarmoS. Questions fréquentes. Enseignement intégratif : il est prévu que l'école mette davantage l'accent sur l'enseignement intégratif. S'agit-il de supprimer les écoles spécialisées ? Internet : www.edk.ch/dyn/19775.php [consulté le 10.01.2017]

CDIP. Procédure d'évaluation standardisée (PES). Instrument du concordat sur la pédagogie spécialisée pour la détermination des besoins individuels en vue de l'attribution de mesures renforcées, Berne 2014. Internet : www.edk.ch/dyn/28067.php [consulté le 10.01.2017]

CDIP. Terminologie uniforme pour le domaine de la pédagogie spécialisée adoptée par la CDIP le 25 octobre 2007 sur la base de l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée. Internet : www.edudoc.ch/static/web/arbeiten/sonderpaed/terminologie_f.pdf [consulté le 10.01.2017]

Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999. Internet : www.admin.ch/ch/f/rs/101/index.html [consulté le 10.01.2017]

European Agency for Development in Special Needs and Inclusive Education. Internet : www.european-agency.org [consulté le 10.01.2017]

LCH (Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer Schweiz). LCH-Position zur Integration der Sonderpädagogik in die Regelschule. Internet : http://edudoc.ch/record/95864/files/CH_LCH_positionspapier_sonderpaedagogik_regel.pdf [consulté le 10.01.2017]

LCH. Gelingensbedingungen für eine integrierte Förderung für alle. Internet : www.lch.ch/fileadmin/files/documents/Stellungnahmen/081215_Gelingensbedingungen_integrierte_Foerderung.pdf [consulté le 10.01.2017]

Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées du 13 décembre 2002. Internet : www.admin.ch/ch/f/rs/1/151.3.fr.pdf [consulté le 10.01.2017]

OFS. Scolarité obligatoire. Internet : www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/indicateurs-formation/systeme-formation-suisse/degre-formation/ecole-obligatoire.html [consulté le 10.01.2017]

OMS. Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF). (2001). Internet : http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/42418/1/9242545422_fre.pdf?ua=1 [consulté le 10.01.2017]

ONU. Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole Facultatif. (2006). Internet : www.un.org/french/disabilities/default.asp?id=1413 [consulté le 10.01.2017]

Plateforme internet pour l'intégration et l'école. Internet : www.integrationundschule.ch/fr [consulté le 10.01.2017]

Riedweg, F. Integrative Förderung. (2008). Amt für Volksschulbildung des Kantons Luzern. Internet : http://edudoc.ch/record/37583/files/LU_Integr_Foerderung_Riedweg.pdf [consulté le 10.01.2017]

RiPPH, Réseau international sur le Processus de Production du Handicap. Le Modèle de Développement Humain - Processus de production du handicap (MDH-PPH). Internet : www.ripph.qc.ca/fr/mdh-pph/mdh-pph [consulté le 10.01.2017]

SER. Livre Blanc – Pour un humanisme scolaire. (2011). Internet : www.le-ser.ch/system/files/documents/LB.pdf [consulté le 11.01.2017]

Swissuniversities. Aspects de la pédagogie spécialisée dans la formation des enseignantes et enseignants des classes ordinaires. Internet : www.swissuniversities.ch/fileadmin/swissuniversities/Dokumente/Kammern/Kammer_PH/Empf/20160914_20161027_AP_Chambre_HEP_Recommandations_pedagogie_specialisée_fr.pdf [consulté le 10.01.2017]

UNESCO. Déclaration de Salamanque et cadre d'action pour l'éducation et les besoins spéciaux. (1994). Conférence mondiale sur l'éducation et les besoins éducatifs spéciaux : accès et qualité. Internet : <http://unesdoc.unesco.org/images/0009/000984/098427fo.pdf> [consulté le 10.01.2017]

Document mis à jour à l'automne 2016.
Contact: csps@csps.ch